



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

construction aéronautique

Question au Gouvernement n° 2986

Texte de la question

EADS

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Ayrault, pour le groupe socialiste.

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le Premier ministre, EADS est une réussite technologique et humaine dont la France et les Français peuvent être fiers. C'est l'État qui a été à l'origine de sa création ; c'est l'État qui doit en garantir la pérennité. Or le plan de restructuration que vient de présenter la direction du groupe pour sa filiale Airbus exige que le Gouvernement s'explique devant la représentation nationale.

La première annonce inquiétante est celle de l'abandon de 80 % des entreprises sous-traitantes qui travaillent pour Airbus. Sans la moindre concertation, des centaines de PME innovantes et leurs salariés se verraient brutalement menacés respectivement dans leur existence et dans leur emploi. Des territoires entiers risqueraient de subir une saignée économique.

Plus choquante encore est l'apathie de l'État actionnaire, alors qu'EADS prévoit de délocaliser une partie de sa production dans des pays à bas salaires. Quel est ce patriotisme économique qui autorise une firme, née d'une volonté politique et nationale, financée partiellement par des fonds publics, à organiser un véritable dumping social ?

Que dire enfin de la décision des deux actionnaires de référence, les groupes Lagardère et Daimler-Chrysler, de se désengager au moment où leur participation s'enfonce dans les difficultés ?

Monsieur le Premier ministre, que de légèreté et d'irresponsabilité dans le traitement gouvernemental de ce dossier ! (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Vous allez nous dire que le pacte d'actionnaires interdit à l'État d'intervenir dans la gestion du groupe, mais ce pacte a déjà volé en éclats et vous-même l'avez violé en faisant nommer M. Forgeard. Nous n'acceptons pas cette attitude de non-assistance à entreprise stratégique en danger !

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Jean-Marc Ayrault. Nous vous demandons de prendre l'initiative d'un plan concerté entre le Gouvernement français et son homologue allemand. La réussite industrielle se bâtit sur le temps, la recherche, l'investissement, la stabilité de l'actionnariat et du management.

Monsieur le Premier ministre, votre gouvernement va-t-il rester passif et avaliser ce plan de restructuration sans dire son mot sur les conséquences économiques, sociales et territoriales, et sur la stratégie de ce grand groupe industriel français et européen ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Dominique de Villepin, *Premier ministre*. Tout d'abord, merci, monsieur Ayrault, de la confiance que vous accordez au Gouvernement. (*Sourires.*)

Vous avez raison sur un point : EADS et l'ensemble de la filière aéronautique traversent aujourd'hui une période difficile. Nous sommes d'accord.

Cela étant, vous devez bien admettre que nous avons immédiatement pris le problème à bras-le-corps. Au titre de l'État actionnaire, Thierry Breton a contribué à la réorganisation du groupe, ("*Très mal !*" sur les bancs du groupe socialiste) et Dominique Perben ("*Ce n'est pas mieux !*" sur les mêmes bancs) a reçu tous les représentants de la filière ; il continue à travailler avec eux.

Je le déclare solennellement devant la représentation nationale : je crois en la filière aéronautique et je crois en

l'avenir industriel de la France qu'il nous appartient de défendre tous ensemble. (*Exclamations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Pourquoi cette confiance dans la capacité de la France ? Parce que ce sont 5 millions d'emplois qui sont en jeu, parce que nous sommes le cinquième exportateur mondial et parce que l'industrie est au coeur de notre identité.

M. Maxime Gremetz. Baratin !

M. Jean-Marie Le Guen. Bla, bla, bla !

M. le Premier ministre. C'est en restant une grande puissance industrielle que la France restera une grande puissance tout court. ("*Baratin !*" *sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Beaucoup, et je le regrette, avaient renoncé à cette ambition. Notre majorité l'a portée avec détermination, sous l'impulsion du Président de la République. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Les pôles de compétitivité, c'est nous ! L'agence pour l'innovation industrielle, c'est nous ! La modernisation de notre système de recherche, c'est encore nous ! C'est le retour d'une véritable stratégie industrielle pour la France. (*Mêmes mouvements.*)

Dans les mois qui viennent, je continuerai à défendre cette ambition.

Nous avons réussi à sauver plus de 600 emplois à la SOGERMA. ("*Répondez à la question !*" *sur les bancs du groupe socialiste.*)

J'y viens !

Nous ne laisserons tomber ni Airbus, ni les salariés, ni les PME qui travaillent dans cette filière.

M. Jean-Marie Le Guen. *Des précisions !*

M. le Premier ministre. Je recevrai dès la semaine prochaine le président Louis Gallois et je me rendrai lundi prochain à Toulouse pour trouver des solutions.

Pour l'avenir d'Airbus, comme pour celui de toute notre industrie, il y a deux solutions-clefs : l'innovation et l'Europe. Si nous autres Européens savons nous protéger et défendre nos intérêts économiques, la voie de l'excellence industrielle de l'Europe s'ouvrira devant nous. Elle doit se bâtir autour de nos deux grandes nations, la France et l'Allemagne. Nous avons remporté ensemble de grands succès, mais il faut maintenant aller plus loin, par exemple dans le secteur de l'énergie et de l'espace.

Rassembler nos forces, c'est tout le sens du patriotisme économique français et européen, et je me réjouis de vous voir, vous aussi, les invoquer aujourd'hui. C'est ainsi que nous redonnerons confiance et fierté à nos compatriotes. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire - "Baratin !" sur les bancs du groupe socialiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Ayrault](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2986

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 novembre 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 novembre 2006